



Ressources pour le cycle terminal Série STMG – Droit

Utilisation d'un tableau numérique interactif : le cas du litige

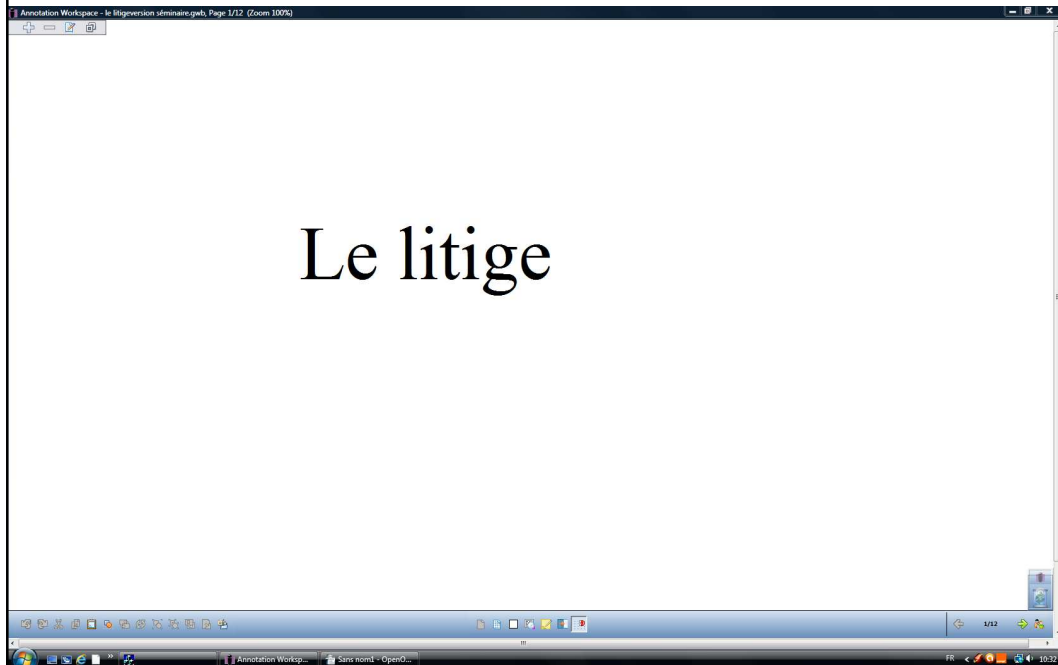
Ces documents peuvent être utilisés et modifiés librement dans le cadre des activités d'enseignement scolaire, hors exploitation commerciale.

Toute reproduction totale ou partielle à d'autres fins est soumise à une autorisation préalable du Directeur général de l'enseignement scolaire.

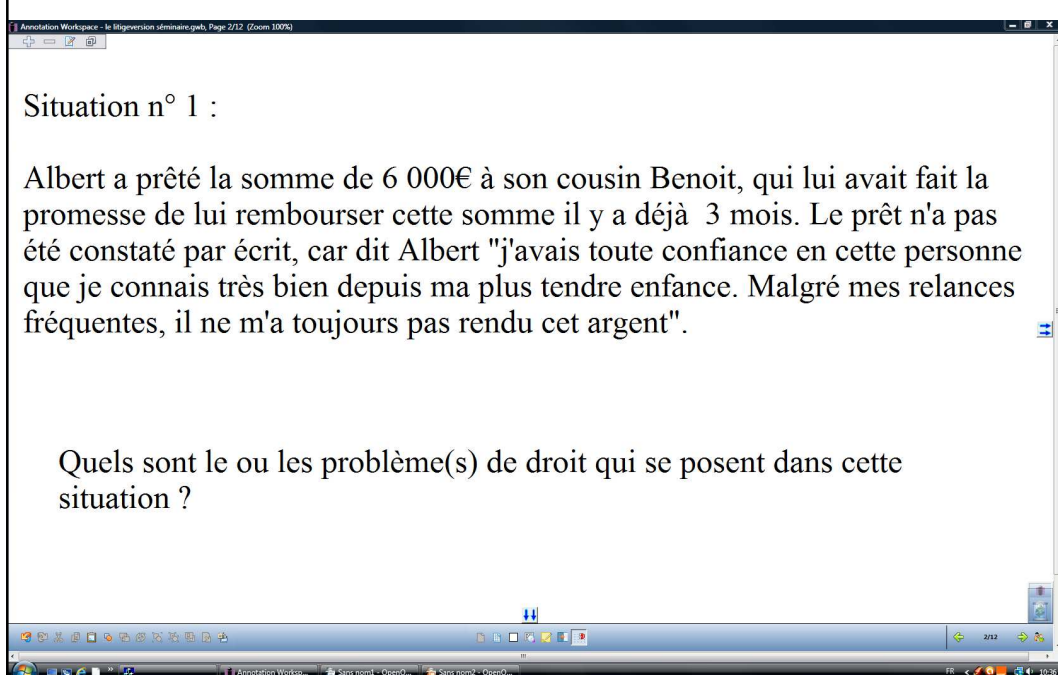
La violation de ces dispositions est passible des sanctions édictées à l'article L.335-2 du Code de la propriété intellectuelle.

Février 2012

Le litige en droit abordé à l'aide d'une situation juridique :



La situation est présentée dès le début de la séance :



Des ressources, [ici des articles du code civil et un courriel](#), sont fournies.

Quelques extraits du code civil :

Article 1101
Le contrat est une convention par laquelle une ou plusieurs personnes s'obligent, envers une ou plusieurs autres, à donner, à faire ou à ne pas faire quelque chose.

Article 1315
Celui qui réclame l'exécution d'une obligation doit la prouver.
Réciproquement, celui qui se prétend libéré doit justifier le paiement ou le fait qui a produit l'extinction de son obligation.

Article 1326
L'acte juridique par lequel une seule partie s'engage envers une autre à lui payer une somme d'argent ou à lui livrer un bien fongible doit être constaté dans un titre qui comporte la signature de celui qui souscrit cet engagement ainsi que la mention, écrite par lui-même, de la somme ou de la quantité en toutes lettres et en chiffres. En cas de différence, l'acte sous seing privé vaut pour la somme écrite en toutes lettres.

Article 1341
Il doit être passé acte devant notaires ou sous signatures privées de toutes choses excédant une somme ou une valeur fixée par décret,...

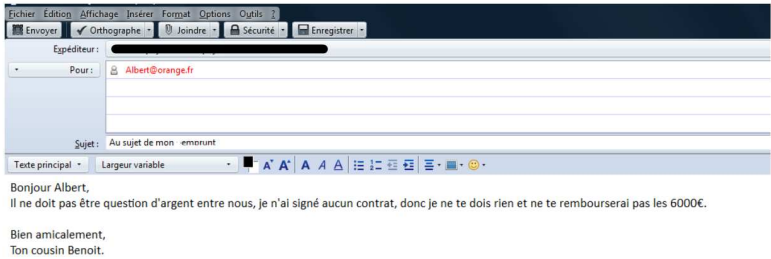
NB La valeur fixée par décret est depuis 2004 de 1 500€.

Article 1347
Les règles ci-dessus reçoivent exception lorsqu'il existe un commencement de preuve par écrit.
On appelle ainsi tout acte par écrit qui est émané de celui contre lequel la demande est formée, ou de celui qu'il représente, et qui rend vraisemblable le fait allégué...

Article 1348
Les règles ci-dessus reçoivent encore exception lorsque l'obligation est née d'un quasi-contrat, d'un délit ou d'un quasi-délit, ou lorsque l'une des parties, soit n'a pas eu la possibilité matérielle ou morale de se procurer une preuve littérale de l'acte juridique, soit a perdu le titre qui lui servait de preuve littérale, par suite d'un cas fortuit ou d'une force majeure.

Pour répondre à la question posée, une première argumentation peut être menée.

Voici un élément supplémentaire qui peut éclaircir la situation : Un courriel reçu par Albert de la part de son cousin Benoit la semaine dernière :



Question : Ce document constitue-t-il une preuve du contrat ? Pourquoi ?

Les éléments constitutifs d'un litige sont rappelés :

La transformation d'un conflit en litige, défini comme une opposition de prétentions juridiques, impose la formulation en termes juridiques de certains éléments qui le caractérisent : Les faits, les parties, les prétentions, le ou les problèmes de droit.

Rappel de la définition de ces différents éléments :

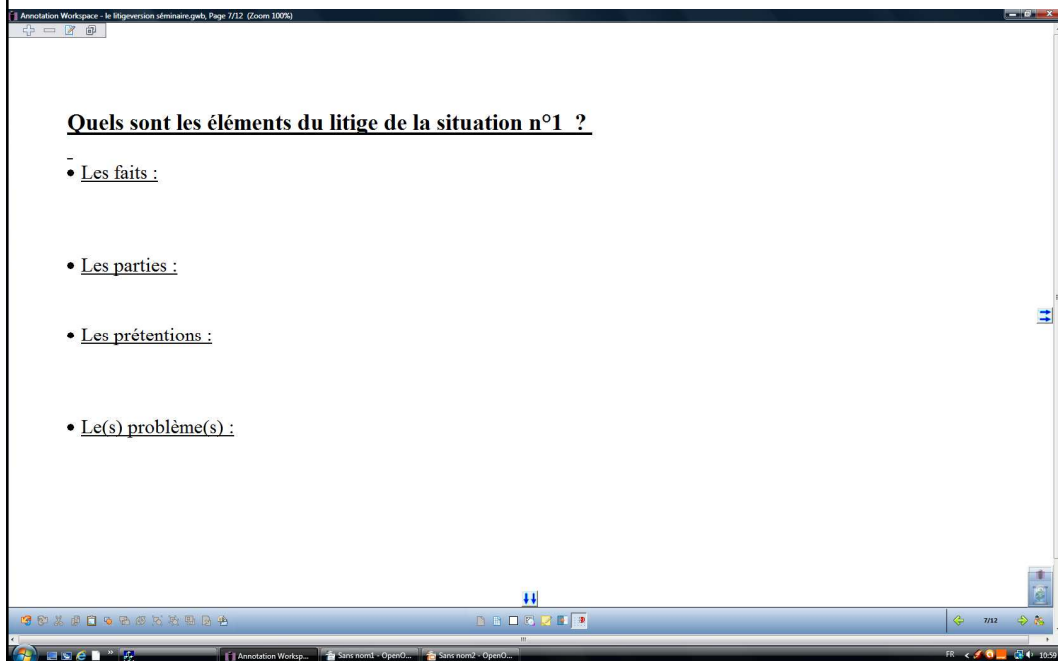
Les faits :

Les parties :

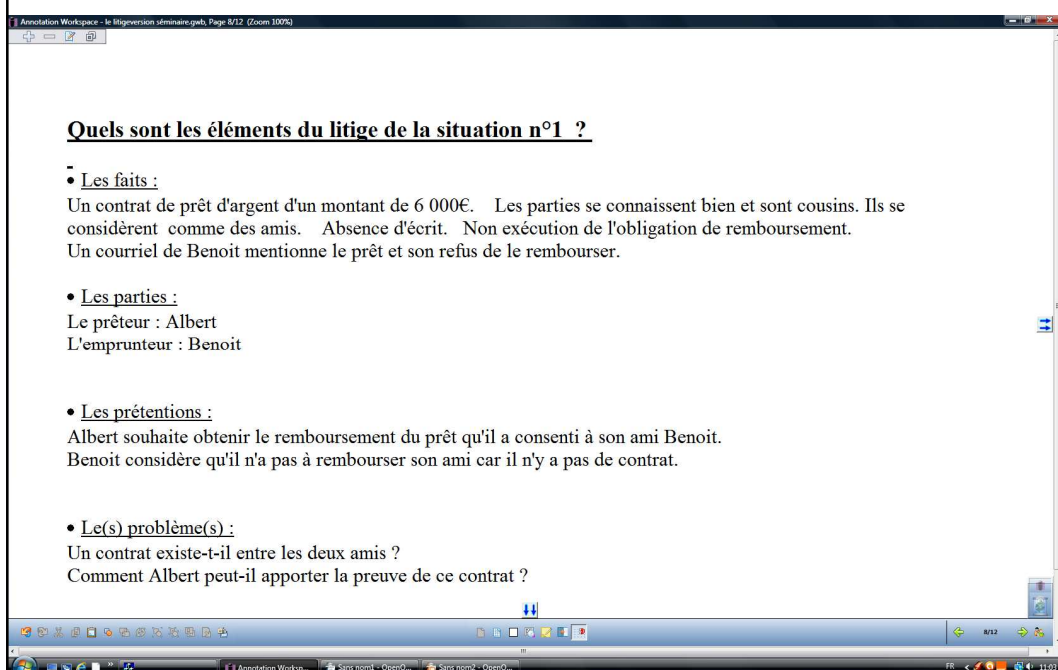
Les prétentions :

Le(s) problème(s) de droit :

L'utilisation d'un TNI permet l'interactivité et la conservation des éléments de réponse.



Exemples d'éléments de réponse attendus.



Si le litige est soumis à un juge pour être résolu, quelle sera la procédure suivie ? Le TNI permet le déplacement des étiquettes rouges vers les questions correspondantes.

A présent, complétez ce schéma dans le cas où Albert souhaiterait saisir la justice pour trancher ce conflit : Chaque réponse devra être justifiée.

?

Cour d'appel :

Qui sera l'appelant ?

Qui sera l'intimé ?

Quelle est la voie de recours possible pour la partie qui n'est pas satisfaite par la décision de la cour d'appel ?

Juridiction du 1er degré :

Quelle est la juridiction du premier degré qui sera saisie ?

Qui sera le demandeur ?

Qui sera le défendeur ?

Quelle est la voie de recours possible pour la partie qui n'est pas satisfaite par cette décision ?

ORGANISATION JURIDICTIONNELLE NATIONALE FRANÇAISE

ORDRE JUDICIAIRE

MATIERE CIVILE MATIERE PENALE

ORDRE ADMINISTRATIF

1^{er} Degré 2^e Degré 3^e Degré

Cour de cassation - chambres
Basses Commerciales 3 chambres Civiles Criminelle

Cour d'appel - chambres
Sociale Commerciale Civile Correctionnelle 4^e chambre

Tribunal de Commerce Tribunal de Grande Instance Tribunal d'Appel Tribunal de Police Juge de proximité

Conseil d'Etat
Section du contentieux

Cour administrative d'appel
Tribunal administratif

Cour de cassation
Benoit
Cour de cassation
Cour d'appel de renvoi

Albert
Tribunal d'instance
Tribunal de grande instance

Albert
Benoit
Cour d'appel

La procédure suivie est visualisée...

A présent, complétez ce schéma dans le cas où Albert souhaiterait saisir la justice pour trancher ce conflit : Chaque réponse devra être justifiée.

Cour de cassation

Cour d'appel :

Qui sera l'appelant ? Benoit

Qui sera l'intimé ? Albert

Quelle est la voie de recours possible pour la partie qui n'est pas satisfaite par la décision de la cour d'appel ? Cour de cassation

Cour d'appel de renvoi

Juridiction du 1er degré :

Quel est son nom ? Tribunal d'instance

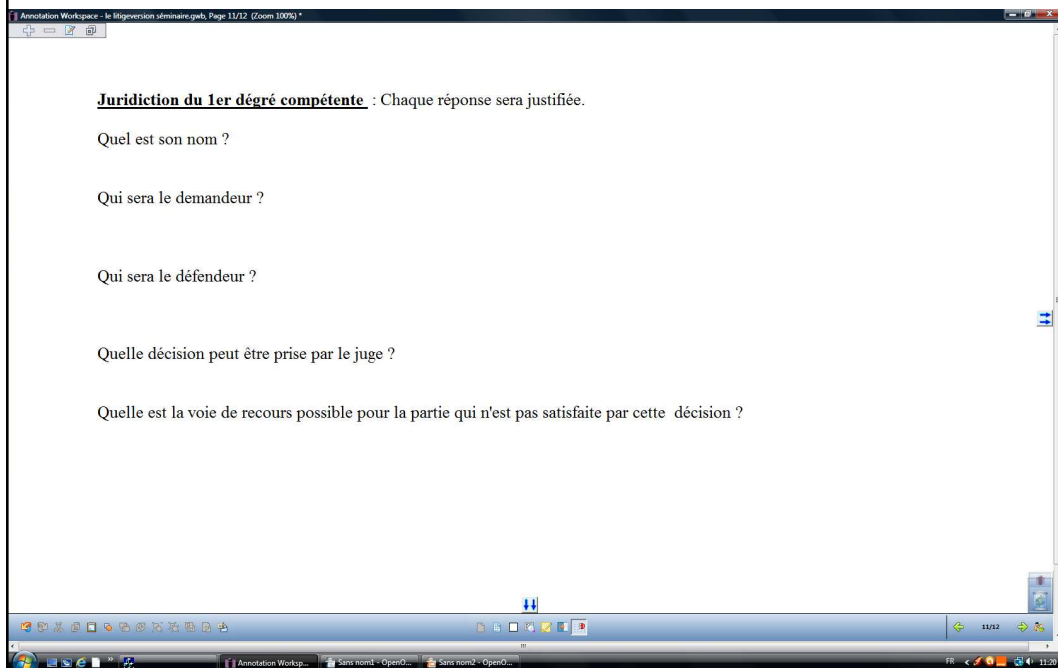
Qui sera le demandeur ? Albert

Qui sera le défendeur ? Benoit

Quelle est la voie de recours possible pour la partie qui n'est pas satisfaite par cette décision ? Cour d'appel

Tribunal de grande instance

...et les réponses formulées seront argumentées juridiquement...



... à l'aide des ressources apportées dès la découverte de la situation.

